

DISPUTATIO

Michel Cahen

—

Colonialité

**Plaidoyer pour la précision
d'un concept**

KARTHALA

Collection DISPUTATIO

dirigée par Jean-Pierre Chrétien

Le terme est un clin d'œil à la Sorbonne médiévale, à l'idée qu'il n'y a pas de vie intellectuelle sans discussions. Les débats publiés dans cette collection portent sur les Suds comme sur les Nords de notre ^{xxi}e siècle débutant. Il ne s'agit pas de polémiques qui retombent aussi vite qu'elles ont grossi dans les médias, mais de questions cruciales où la virulence n'exclut pas la rigueur. « Disputatio » accueille des combats où la conviction doit s'allier à la compétence.

Karthala sur Internet

www.karthala.com

(paiement sécurisé)

© Éditions Karthala, 2024

ISBN : 978-2-38409-168-3

Michel Cahen

COLONIALITÉ

Plaidoyer pour la précision d'un concept

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

Pour Do

Ouvrages du même auteur

Mozambique, la révolution implosée. Études sur douze années d'indépendance (1975-1987), Paris, L'Harmattan, 1987, 170 p.

Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990, Paris, Indigo Publications (« La Lettre de l'Océan Indien »), 1990, 62 p.

Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité, Paris, L'Harmattan, 1994, 176 p.

La nationalisation du monde. Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie, Paris, L'Harmattan, septembre 1999, 256 p.

Les Bandits. Un historien au Mozambique, 1994, Paris, Publications du Centre culturel Calouste Gulbenkian, 2002, 354 p. [version en langue portugaise: *Os outros. Um historiador em Moçambique, 1994*, Bâle, P. Schlettwein Publishing Foundation, 2003, 230 p., traduction de Fátima Mendonça]

Accouchement anonyme et adoption plénière. Une dialectique des secrets, Paris, Karthala, 2004, 232 p.

Le Portugal bilingue. Histoire et droits politiques d'une minorité linguistique: la communauté mirandaise, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 212 p.

“Não somos bandidos”. A vida diária de uma guerrilha de direita: a Renamo na época do Acordo de Nkomati (1983-1985), Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2019, 400 p.

en préparation, *Crioulo. Longue durée et limites des créolisations*, 2025.

Ouvrages édités ou co-édités

Vilas et Cidades: Bourgs et Villes en Afrique lusophone, Paris, L'Harmattan, 1989, 300 p.

Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement. Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe, Paris, Ibiscus, CEAN, 2001, 224 p.

avec Brigitte Lachartre, co-édition de l'ouvrage posthume de Christine Messiant, *L'Angola post-colonial. 1. Guerre et paix sans démocratisation. 2. Sociologie politique d'une oléocratie*, préface de Georges Balandier, Paris, Karthala, 2008, 2009, 420 p. + 432 p.

avec Éric Morier-Genoud (éd.), *Imperial Migrations. Colonial Communities and Diaspora in the Portuguese World*, Basingstoke (R.-U.), Palgrave MacMillan, 2012, 368 p.

avec Kadya Tall & Marie-Emmanuelle Pommerolle, (éd.) *Collective Mobilisations in Africa. Enough is Enough! Mobilisations collectives en Afrique. Ça suffit!*, Leyde, Brill, 2015, xiv+364 p.

avec Eric Morier-Genoud & Domingos do Rosário (éd.), *The War Within. New Perspectives on the Civil War in Mozambique, 1976-1992*, Martlesham (R.-U.), James Currey/Boydell and Brewer, 2018, 304 p.

avec Ruy Braga (eds), *Para além do pós(-)colonial*, São Paulo, Alameda Editorial, 2018, 336 p.

avec Ângela Barreto Xavier & Cristina Nogueira da Silva (éd.), *Slave Subjectivities in the iberian worlds (16th-20th centuries)*, Leyde-Boston, Brill, 2024 [20 décembre 2023], xvi+322 p.

Prologue

« La situation actuelle depuis quelques années est celle d'une prolifération de discours à propos d'une prolifération de mots dont certains sont des concepts des sciences sociales (genre, intersectionnalité, race, décolonial), alors que d'autres relèvent d'un lexique politique ou journalistique (décolonialisme, wokisme, indigénisme, islamogauchisme). La confusion entre les uns et les autres rend largement incompréhensible les ressorts de cette soudaine levée de boucliers contre un concept encore très peu connu en France. »

Stéphane DUFOIX, *Décolonial*, Paris, Anamosa, 2023, p. 12

Il y a une petite vingtaine d'années, j'ai commencé à m'intéresser aux approches postcoloniales puis décoloniales. Étant donné mes formation et conviction marxistes, cela n'a pas été simple : les phénomènes de subalternité, de dépendance, d'exploitation, d'oppression, d'aliénation, n'étaient-ils pas depuis bien longtemps au cœur de ce type de réflexion ? Qu'apportaient de vraiment nouveau ces écrits, ressentis par moi et bien d'autres comme « venant des États-Unis » (ou d'Australie)¹ ? La faiblesse du marxisme aux États-Unis n'était-elle pas le facteur principal du développement des approches

1. Stéphane DUFOIX tord très bien le cou à ce ressenti dans son ouvrage *Décolonial*, Paris, Anamosa, 2023, 102 p., p. 46-49.

postcoloniales, du fait de la méconnaissance du premier au profit d'une *French Theory* américaine²? Ces questions me semblaient d'autant plus légitimes que mon « marxisme » était facilement critique et libre, s'affrontant à des réalités à peine abordées par les fondateurs – je suis un historien de la colonisation portugaise contemporaine en Afrique (1878-1975³) et un analyste politique des Pays africains de langue officielle portugaise. Ma première période de recherche avait justement été en partie consacrée à une analyse de ces nouveaux États dont deux se réclamaient du « marxisme-léninisme » (Angola et Mozambique) et trois de la cousine « démocratie révolutionnaire » (Cap-Vert, Guinée-Bissau et São Tomé e Príncipe). En prolongement de leur solidarité envers les anti-colonialistes des colonies portugaises, de nombreux militants et notamment intellectuels de gauche occidentaux étaient devenus, au lendemain des indépendances, des supporters quasi-inconditionnels de la politique menée par les fronts nouvellement au pouvoir sous la forme de partis uniques : ces indépendances, du fait de la longue lutte armée ayant provoqué un processus de radicalisation, n'auraient pas été, selon eux, néocoloniales mais « en marche vers le socialisme ». Précisément parce que j'étais un marxiste – avec l'analyse des rapports sociaux en tête de toute recherche –, je n'étais pas du tout d'accord, considérant que ledit « marxisme-léninisme » était un discours de pouvoir d'une élite bureaucratique qui

2. La *French Theory*, est un déplacement inattendu de pensées françaises en terre américaine. Il s'agit d'un corpus postmoderne de théories philosophiques, littéraires et sociales, où le concept de déconstruction tient une place centrale, dans la lignée du post-structuralisme. Voir par exemple François CUSSET, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2005, 374 p.

3. Respectivement dates de la fin officielle de l'esclavage dans les colonies africaines du Portugal et de leurs indépendances.

n'était pas (en 1975) une bourgeoisie, et que ces indépendances n'étaient pas fondamentalement différentes des autres ayant eu lieu précédemment en Afrique. Les analyses sympathisantes surestimaient considérablement le discours politique (« marxiste-léniniste », *donc* le pays était en « marche vers le socialisme »). Selon cette grille de lecture on ne pouvait alors plus comprendre pourquoi une partie de la paysannerie se tournait vers des rébellions soutenues par l'Afrique du Sud et qui n'auraient été que le « bras armé » de l'apartheid, s'étendant seulement par la terreur et n'ayant pas de base sociale. Il ne se serait donc pas agi de guerres civiles. Quant au parti unique, il aurait été le produit de la légitimité des armes et le moyen de « construire la nation ».

Même sans rien connaître encore des *Subaltern Studies*, je sentais bien que ce type d'approche « marxiste-léniniste » ou sympathisante déconsidérerait complètement les subalternes et leurs motivations propres : pourquoi ne ressentaient-ils pas comme un bienfait la « socialisation » (*alias* processus de modernisation autoritaire) menée par les gouvernements ? Ne pouvaient-ils être que « réactionnaires »⁴ ou simplement soumis à la terreur des guérillas pro-sud-africaines ? Je réfutais ces analyses⁵.

4. Le texte de Marx sur la paysannerie française réactionnaire en 1848 était souvent cité... Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, les Éditions sociales, 1969, 162 p. Une des raisons pour lesquelles les paysans refusaient de se regrouper dans les villages « communautaires » était que, ce faisant, ils seraient obligés de quitter les terres où résidaient les esprits des ancêtres : le parti « marxiste-léniniste » ne considéra pas cette réticence comme pertinente et l'attribua à l'« obscurantisme » paysan.

5. Parmi mes premiers écrits sur le sujet, voir notamment Michel CAHEN, *Mozambique, la révolution implosée. Études sur douze années d'indépendance (1975-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1987, 170 p. ; bien plus tard, j'ai voulu faire un bilan de ces débats, d'une part dans ma thèse d'HDR, *Africando. Bilan 1988-2009 et projets 2011-2019*, (Paris,

De ce point de vue, j'aurais pu être vite attiré par l'arrivée en France, d'abord en littérature, un peu plus tard dans les sciences sociales, de l'approche postcoloniale. Le problème est que ces écrits n'abordaient quasiment jamais les possibles conséquences *politiques* du postcolonial, ne disaient rien sur mon terrain et qu'une partie des collègues (notamment portugais) qui commençaient à utiliser le mot « post(-)colonial »⁶ dans leurs travaux n'étaient pas spécialement critiques envers les régimes autoritaires au pouvoir dans les Pays africains de langue officielle portugaise. Personne ne voulait « faire le jeu de l'apartheid » (il est vrai que l'Afrique du Sud soutenait les rébellions et menait souvent, surtout en Angola, de massives incursions militaires). En outre, mes collègues chercheurs et chercheuses portugais-e-s avaient souvent une difficulté supplémentaire : en tant que citoyen-ne-s de l'ancienne métropole coloniale, ils/elles ne se sentaient pas moralement en droit de critiquer les nouveaux régimes. Et *in fine*, une partie des débuts de l'approche postcoloniale pointait le fait qu'il ne fallait pas « imposer nos valeurs occidentales » aux Africains. Ce faisant, ils/elles retombaient pourtant dans les valeurs coloniales les plus éculées

École des hautes études en sciences sociales, novembre 2010, <<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00556656/>>) et d'autre part dans l'article : « À la recherche de la défaite. Notes sur une certaine historiographie de la “révolution” et de la “contre-révolution”, au Mozambique et sans doute ailleurs » (*Politique Africaine*, 2008, 112, p. 161-181). Voir aussi le classique article de Christian GEFFRAY, « Fragments d'un discours du pouvoir (1975-1985) : du bon usage d'une méconnaissance scientifique », *Politique Africaine*, 1988, 29, 71-85 qui analyse les recherches faites au Mozambique par les « coopérants internationalistes » venus y travailler, en toute sincérité, en soutien à la « révolution » et ne voulant pas voir des pans entiers de la réalité.

6. J'aborde *infra* la question des deux orthographes séparées, « post-colonial » et « postcolonial ».

(« en Afrique », la démocratie n'est pas possible, le « tribalisme » va diviser le pays, il faut « construire la nation », etc.). Commençant de manière balbutiante une approche subalterne en soulignant l'hétérogénéité des sociétés africaines, le besoin de démocratie pour corriger les erreurs et écouter les gens, etc., je fus parfois vu comme défendant une vision « occidentaliste ». Pourtant les régimes « occidentaux » s'accommodèrent très bien des régimes de partis uniques, même « marxistes-léninistes ». Il n'y eut pas, au moins au début, de lien entre l'approche postcoloniale et une distance critique plus grande avec les régimes de paternalisme autoritaire d'Afrique. Je n'étais donc pas spécialement attiré.

Cependant, il se trouve que j'ai toujours grandement apprécié de diriger des masters et des thèses de doctorat puisqu'on ne peut soi-même faire de la recherche sur tous les sujets et j'ai ainsi beaucoup appris avec ces étudiant-e-s avancé-e-s, dans mon cas très souvent étranger-e-s. Il se trouve que c'est une doctorante brésilienne, travaillant sur l'image du Brésil en Angola – particulièrement importante du fait du rôle historique des vieilles familles créoles dans l'histoire du pays (pour le meilleur et pour le pire) –, qui me convainquit peu à peu – je restais réticent au début ! – de l'intérêt du concept de *colonialité*⁷. Je me rendis compte qu'il s'agissait d'un outil conceptuel permettant d'appréhender des situations très différentes (même si l'on restait seulement dans l'aire lusobrasilienne) et qu'il était indispensable à la compréhension de l'expansion du système-monde capitaliste sur la longue durée tout en respectant les innombrables nuances nécessaires. J'y

7. Juliana SANTIL, « “Ce métis qui nous trouble”. Les représentations du Brésil dans l'imaginaire politique angolais : l'empreinte de la colonialité sur le savoir », thèse de sciences politiques, 17 novembre 2006, Sciences Po Bordeaux/Université de Bordeaux, 480 pages, <<https://theses.hal.science/tel-00300187/document>>.

serais sans doute venu un jour ou l'autre, mais le fait est que je dois à cette doctorante de m'y être intéressé peu à peu à partir de 2005. Qu'elle en soit grandement remerciée.

Je commençais à lire les travaux « post(-)coloniaux » et fis face à l'obstacle d'une littérature dès cette époque d'une ampleur décourageante, de surcroît souvent pauvre en enquêtes de terrain – il s'agissait bien des fois de travaux théoriques critiquant d'autres travaux théoriques, etc. – et à 99 % publiée en langue anglaise – ce que je considérais être un monolinguisme peu conforme à l'optique même du postcolonial qui eût dû être très multilingue. Dès le départ, mon approche fut critique – *critique, mais pas « anti »* et telle est toujours ma posture⁸.

Quand les études postcoloniales commencèrent à pénétrer en France, d'abord en littérature puis dans les sciences sociales, il y eut des réactions positives⁹, nuancées¹⁰ et hostiles

8. Mon premier article sur la question date de 2010 (publié début 2012). Je profitai de la publication de l'ouvrage de Nicolas BANCEL *et alii* (éd.), *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française* (Paris, La Découverte, mai 2010, 540 p., « Cahiers libres ») pour écrire un essai sur la question : « À propos d'un débat contemporain : du postcolonial et du post-colonial », *Revue Historique*, 2011, n° 660, p. 899-914, <<https://www.cairn.info/revue-historique-2011-4-page-899.htm>>. La même année (2010), je soutenais mon Habilitation à diriger des recherches (non publiée), dont une large partie étudiait l'approche postcoloniale (très peu, encore, le décolonial) : *Africando...*, *op. cit.*

9. Jim COHEN *et alii* (éd.), « Qui a peur du postcolonial ? Dénis et controverses », *Mouvements* (Paris, La Découverte), n° spécial, 51, sept.-oct. 2007, 174 p. ; Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009, 192 p. (« Passé & Présent »).

10. Marie-Claude SMOUTS (éd.), *La situation postcoloniale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007, 458 p. ; Emmanuelle SIBEUD, « Du postcolonialisme au questionnement postcolonial : pour un transfert critique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (Paris, Belin), 2007,

(sous des approches très diverses)¹¹, mais bien que souvent virulentes, elles restèrent sur ce plan – celui des sciences sociales – sans devenir un véritable enjeu politico-médiatique. Des traductions en français de textes postcoloniaux en anglais ont également commencé à paraître¹². La France ne

54 (4), p. 142-155 ; Capucine BODIN, « Études décoloniales et postcoloniales dans les débats français », *Cahiers des Amériques latines* (Paris), 62, 2010, p. 129-141.

11. Jean-Loup AMSELLE, *L'Occident décroché : Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008, 320 p. (col. « Un ordre d'idées »); Jean-François BAYART, *Les études postcoloniales, un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010, 126 p. (col. « Disputatio »); Yves LACOSTE, *La question post-coloniale. Une analyse géopolitique*, Paris, Fayard, 2010, 440 p. Hors de France voir notamment Vivek CHIBBERT, *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*, Londres, New York, Verso Books 2013, 306 p., et sa discussion, en France, par Félix Boggio ÉWANJÉ-ÉPÉE & Matthieu RENAULT, « Que faire des Postcolonial Studies? », *Revue des Livres*, 13, sept.-oct. 2013, p. 36-37 ; et l'entretien du même auteur interrogé par Orazio Irrera : Orazio IRRERA et Matthieu RENAULT, « La fausse promesse de la théorie postcoloniale », *Médiapart*, 3 octobre 2013, <<https://www.mediapart.fr/journal/international/031013/la-fausse-promesse-de-la-theorie-postcoloniale>>.

12. ... comme (par ordre chronologique de la traduction en français), Neil LAZARUS, *Penser le postcolonial. Une introduction critique*, Paris, éditions Amsterdam, 2006, 452 p. [*The Cambridge Companion to Postcolonial Literary Studies*, Cambridge, Press of the University of Cambridge, 2004] ; Homi K. BHABA, *Les lieux de culture. Une théorie postcoloniale*, Paris, Payot, 2007, 416 p. [*The Location of Culture*, Routledge, 1994, 444 p.] ; Dipesh CHAKRABARTY, *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Amsterdam, 2009, 381 p. [*Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2000, 336 p. ; c'est la deuxième édition, de 2007, qui a été traduite en français] ; Bill ASCHROFT, Gareth GRIFFITHS & Helen TIFFIN, *L'Empire vous répond. Théorie et pratique des littératures post-coloniales*, Paris, PUF, 2012, 320 p. [*The Empires Wites Back. Theory and Practice in Post-Colonial Literatures*, Londres, Routledge, 1989, 256 p.].

fut pas le seul pays apparaissant en retard ou en écart¹³ et, en 2012-2013, professeur invité à l'université de São Paulo, je pus être le témoin de la difficulté de l'approche postcoloniale à pénétrer au Brésil. Dans la mesure où cela commençait à se produire, c'était presque toujours dans des universités périphériques et hors du « triangle central » São Paulo-Rio de Janeiro-Brasília. Aujourd'hui, les études décoloniales y sont largement représentées, souvent de façon peu ou pas du tout critique¹⁴.

L'approche décoloniale semble avoir provoqué une hostilité bien plus virulente dans les sciences sociales mais débordant largement sur un plan directement politique. Cela est sans doute dû au fait que si le postcolonial restait avant tout une approche analytique, le décolonial maintenant se voulait également une orientation politico-épistémique. Le fait d'insister sur le genre, la race¹⁵, l'ethnicité, la subalternité et l'intersection de tout cela – l'intersectionnalité – semble avoir été ressenti comme un danger pour l'« universalisme républicain » – j'y reviens largement, *infra*, dans cet ouvrage¹⁶.

13. Chistine Chivallon a défendu l'idée que la France n'était pas « en retard » mais « en écart » face aux études postcoloniales. Christine CHIVALLON, « La quête pathétique des études postcoloniales », in M.-C. SMOUTS, *op. cit.*, p. 387-402.

14. Avec le sociologue brésilien Ruy Braga, nous avons élaboré une première étude de la diversité des moments d'entrée des approches postcoloniales et décoloniales en France et au Brésil : Michel CAHEN & Ruy BRAGA, « Anticolonial, pós(-)colonial, decolonial: e depois? », in M. Cahen & Ruy Braga (éd.), *Para além do pós(-)colonial*, São Paulo, Alameda Editorial, 2017 [2018], p. 9-30.

15. J'utilise le concept de race sans état d'âme et donc sans guillemets, comme expression de rapports sociaux racialisés.

16. L'« Observatoire du décolonialisme » ensuite devenu « Observatoire des idéologies identitaires » est créé en janvier 2021 mais le nom du lien n'a pas changé : <<https://decolonialisme.fr/>>. À noter que

Ceux qui ont fait le plus de bruit sont sans conteste les anti-décoloniaux de droite¹⁷, bruyamment soutenus par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Tout cela a été fort bien raconté par Alex Mahoudeau notamment pour les racines internationales (surtout nord-américaines)¹⁸ de cette offensive anti-décoloniale et par Stéphane Dufoix qui s'est plus centré sur la situation française¹⁹. Je n'y reviens donc pas²⁰. Bizarrement, les anti-décoloniaux de droite ne contestent pas l'existence des inégalités de classe – serait-ce possible? – mais sont incapables de les introduire dans leurs analyses. Ainsi, les révoltes de juin 2023 ne pouvaient être que le fait de voyous – donc n'être que des émeutes – et en aucun cas un soulèvement d'un secteur de la jeunesse²¹. À propos de ces

« décolonialisme » n'est en général pas un concept utilisé par les tenants des approches décoloniales.

17. Du moins est-ce moi qui les analyse comme tel. Je ne peux évidemment savoir les engagements politiques de tel-le ou tel-le.

18. Alex MAHOUDEAU, *La panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Les Éditions Textuel, 2022, 160 p. Il est intéressant de noter que, alors que l'offensive anti-« woke » a d'évidentes racines idéologiques dans les milieux conservateurs américains, en France, les anti-décoloniaux fustigent le décolonial et le « wokisme » comme une importation nord-américaine en France... Le nationalisme français (et non l'universalisme) affleure limpidement.

19. Stéphane DUFOIX, *Décolonial, op. cit.*

20. La résistance anti-décoloniale n'a pas eu lieu qu'aux États-Unis et en France, évidemment. Elle a lieu aussi, par exemple, en Afrique: Satang NABANEH, Kuukuwa ANDAM, Kerigo ODADA, Åsa ERIKSSON, « Contester le genre et la colonialité. Une analyse des mobilisations conservatrices en Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana », in Patrick Awondo, Emmanuelle Bouilly et Marième N'Diaye (éd.), « L'anti-genre en Afrique. Une catégorie globale en pratique » (dossier), *Politique Africaine*, 108 (4), 2022, p. 25-52.

21. J'avais analysé les révoltes de 2005 dans une revue syndicaliste basque. L'année 2005 est en général considérée comme

événements, l'Association française de sociologie réunie en son 10^e congrès avait voté, le 6 juillet, une motion « Sur les *révoltes en cours dans les quartiers populaires* » *[souligné par moi]* et cela lui valut une réaction collective de neuf sociologues s'offusquant que ce congrès affirmât « son soutien aux revendications légitimes qui émanent des quartiers populaires : vérité, justice et égalité. [On] ne voit pas ce que vient faire leur dénonciation dans un congrès d'enseignants-chercheurs ». Alors que la définition donnée au rôle des sciences sociales avancée dans la motion était la suivante :

Les sciences sociales, et en particulier la sociologie, ont pour vocation d'analyser le monde et de proposer des explications, *mais aussi de déconstruire les discours et les pratiques* qui naturalisent et justifient les différentes dominations sociales imbriquées (racisme, sexisme et exploitation notamment). *[souligné par moi]*²²

ils s'en offusquèrent :

... cette motion présente [...] comme allant de soi l'idée que la sociologie aurait aussi pour vocation de « déconstruire les discours et les pratiques qui naturalisent et justifient les

celle de l'entrée des études postcoloniales en France. Outre ces révoltes, cette année connut aussi de grandes polémiques mémorielles (sur les « aspects positifs de la colonisation », etc.). Michel CAHEN, « À bas la politique de la ville ! », Gai Monografikoak (Bilbao, Manu Robles-Arangiz Institutua), 25, janvier 2006, p. 4-7, <<http://www.mrafundazioa.eus/fr/centre-de/gai-monografikoak/gai-monografikoak-25-banlieues-le-modele-francais-en-question>>.

22. ASSOCIATION FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, « Sur les révoltes en cours dans les quartiers populaires. Motion de l'AG de l'Association française de sociologie du 6 juillet 2023 », <<https://afs-socio.fr/sur-les-revoltes-en-cours-dans-les-quartiers-populaires/>>.

différentes dominations sociales» – comme si analyser, expliquer, comprendre ne suffisaient pas à justifier la recherche. C'est une conviction que tous les sociologues sont loin de partager, et qui donne à penser que ses auteurs, trop occupés à transformer les amphithéâtres en AG et leurs publications en catalogues de slogans, n'ont pas pris la peine d'ouvrir les classiques des sciences sociales.²³

Ce texte fut d'abord publié dans *Le Nouvel Observateur* (1^{er} août)²⁴ puis très vite (10 août) mis en ligne sur le site de l'Observatoire du décolonialisme par l'une des signataires, Nathalie Heinich²⁵.

La « déconstruction », tel semble être l'ennemi aux côtés du « wokisme » et autres gros mots inventés pour l'occasion (après le « communautarisme »²⁶ survinrent le « décolonia-

23. Alain Ehrenberg, Monique Dagnaud, Julien Damon, Olivier Galland, Nathalie Heinich, Philippe d'Iribarne, Jean-Claude Kaufmann, Michel Messu, Dominique Schnapper, « Quand les sociologues légitiment les émeutes », *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} août 2023, <<https://www.nouvelobs.com/opinions/20230801.OBS76460/quand-des-sociologues-legitiment-les-emeutes.html>>.

24. L'*Obs*, bien que connoté au centre-gauche, n'en était pas à son coup d'essai pour la publication de textes anti-décoloniaux (voir Sarah MAZOUZ, *Race*, Paris, Anamosa, 2020, p. 63). Alain Ehrenberg, Monique Dagnaud, Julien Damon, Olivier Galland, Nathalie Heinich, Philippe d'Iribarne, Jean-Claude Kaufmann, Michel Messu, Dominique Schnapper, « Quand les sociologues légitiment les émeutes », *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} août 2023, <<https://www.nouvelobs.com/opinions/20230801.OBS76460/quand-des-sociologues-legitiment-les-emeutes.html>>.

25. Alain Ehrenberg *et alii*, « Quand les sociologues légitiment les émeutes », in Observatoire des idéologies identitaires, 10 août 2023, <<https://decolonialisme.fr/quand-des-sociologues-legitiment-les-emeutes/>>.

26. Fabrice DHUME-SONZOGNI, *Communautarisme. Enquête sur une chimère du nationalisme français*, préface d'Éric Fassin, Paris, Éditions Demopolis, 2016, 226 p.

lisme», le « séparatisme », l'« islamo-gauchisme », etc.). Ce qui est sûr est que les approches postcoloniale et décoloniale ont bien pour but cette déconstruction, dont on voit mal pourquoi elle serait exclue des objectifs des sciences sociales. Toutefois, on peut discuter la manière. C'est à cela que je vais m'atteler à présent.

Introduction

« Nous allons essayer de réfléchir à un sujet qui, je crois, occupera une bonne partie du *xxi*^e siècle : l'acceptation par chacune des traditions régionales philosophiques de la planète (européenne, nord-américaine, chinoise, hindoue, arabe, africaine, latino-américaine, etc.) du sens, de la valeur et de l'histoire de chacune d'entre elles. »

Enrique DUSSEL, « Pour un dialogue mondial entre traditions philosophiques », *Cahiers des Amériques latines*, 62, 2009, p. 111-127, p. 111

Qu'est-ce qu'un concept ? Selon le *Vocabulaire européen des philosophies*¹, le sens en a fortement évolué au cours des siècles. « *Concept* est emprunté au latin *conceptus*, formé sur *concipere* (*cum-capere*, “prendre entièrement, contenir”). Le *conceptus* est ce que l'on conçoit dans les deux sens du terme, produit d'une gestation intérieure (le *conceptus* est le fœtus de la *mens*) et rassemblement dans une unité »². Mais à partir du *xix*^e siècle, sous l'influence de la philosophie allemande et de

1. Barbara CASSIN (éd.), *Vocabulaire européen des philosophies*, Paris, Le Seuil/Robert, 2004, 1534 p.

2. Claude PANACCIO, « Concept », in B. Cassin, *Vocabulaire européen...*, *op. cit.*, p. 248-250, p. 248.

son concept *Begriff*³, «seul le geste de la prise intellectuelle subsiste». Pourtant, son étymologie (*cum-capere*) «évoque le rassemblement d'une pluralité d'éléments dans une appréhension unique, c'est-à-dire rien de moins que la notion de généralité»⁴. Dans les sciences sociales d'aujourd'hui – à la différence, peut-être, des autres sciences – on peut rapprocher la notion de concept de celle d'idéaltype. Un concept généralise une grande variété de situations qui ont néanmoins des points communs entre elles, ce qui permet de les réunir en une «généralité», d'établir entre elles une parenté. Il s'agit d'une abstraction indispensable qui aide à comprendre le réel en le structurant. En effet, l'«imprécision de la réalité» ne reflète rien d'autre que la complexité des faits et des tissus sociaux. Elle ne saurait cependant excuser l'absence d'effort pour la précision des concepts car la confrontation de ces derniers avec la «réalité» permet justement de mieux lire cette dernière. Un concept, par conséquent, ne correspondra entièrement que rarement à un cas spécifique.

Le réel ne se laisse pas toujours facilement appréhender. Ainsi, si je reprends les conceptions marxiennes de *prolétariat* et de *bourgeoisie*, à savoir les deux classes fondamentales du mode de production capitaliste (MPC) depuis son apparition dans les manufactures de la fin du XVII^e et surtout dans les usines à partir de la fin du XVIII^e siècle⁵, je sais

3. Philippe BÜTTGEN, Marc CRÉPON & Sandra LAUGIER, «Begriff», in B. Cassin, *Vocabulaire européen...*, *op. cit.*, p. 171-175.

4. Claude PANACCIO, «Concept», in B. Cassin, *Vocabulaire européen...*, *op. cit.*, p. 248. On constatera, en revanche, qu'en français *conception* a gardé son sens plus traditionnel (l'enfantement) et que l'on use davantage de *conceptualisation* pour décrire l'opération aboutissant à un concept.

5. Le capitalisme existait bien avant le mode de production capitaliste, sous des formes bancaires, mercantiles et esclavagistes. Les théoriciens

que le prolétariat est la classe des gens qui ne vivent que (ou vivent très principalement) de la vente de leur force de travail ; et que la bourgeoisie est la classe des gens propriétaires de moyens de production et d'échange, ainsi en capacité d'extraire et de s'approprier la plus-value de la valeur totale produite par leurs prolétaires. Tout est ainsi clair... au niveau des concepts. Mais les formations sociales sont bien plus diversifiées, certaines incluent des aspects de ce qu'est le prolétariat sans être prolétariennes (la grande masse des subalternes sur la planète, par exemple) et on ne saura jamais définir précisément quand on « passe » du prolétaire au petit-bourgeois. Cependant, ces deux concepts sont très utiles afin de comprendre que les réalités sociales concernées *polarisent*, depuis le *xix^e* siècle, l'ensemble des autres classes et formations sociales venues d'une longue histoire. Insistons : ces deux classes fondamentales du MPC *polarisent*, mais ne *résumant* pas, la société (il n'y a pas, loin de là, que des prolétaires et des bourgeois sur la planète).

Les approches postcoloniales et décoloniales doivent beaucoup au marxisme mais ont réagi à certains aspects de ce dernier, toujours victime, sur les plans théorique et pratique, du processus hautement tragique de dégénérescence stalinienne dont les conséquences étaient loin d'avoir disparu au moment de l'apparition de ces approches novatrices.

décoloniaux le datent généralement de 1492 sous sa forme de système-monde, ce qui est, à mon avis, très contestable et latinocentré. En effet, au moins pour le capitalisme bancaire on peut remonter à Gênes au *xiii^e* siècle et, pour la traite servile ibérique est-atlantique ($\pm$ 1300-1500) déjà pleinement intégrée aux réseaux bancaires, au *xiv^e*. Par ailleurs, nombre de décoloniaux ignorent complètement la formidable expansion portugaise vers l'Asie, *de la même époque*, économiquement bien plus importante au départ que celle vers les Amériques, et largement autant productrice de « système monde capitaliste colonial moderne ».